

Landes : les cabinets de radiologie seront en grève lundi 10 novembre



Les cabinets seront en grande partie fermés ce lundi 10 novembre.

•

Vice-président de la Fédération nationale des médecins radiologues et médecin libéral au Centre d'imageries des Landes, à Dax, Éric Chavigny explique les raisons de ce mouvement

PUBLICITÉ

Attention, lundi 10 novembre, il sera difficile de passer un examen radiologique dans les Landes. Pourquoi ? Car les professionnels du secteur seront en grève. Une décision rare qui montre combien leur désarroi est grand. Au centre de leur mécontentement, des baisses tarifaires sur l'imagerie médicale décidées par l'Assurance maladie, ainsi que des orientations du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour l'année 2026.

Comme partout en France, la grève des centres de radiologie s'annonce très suivie dans les Landes. « On sera dans la même fourchette qu'au niveau national, autour de 80 % des structures fermées », indique Éric Chavigny, responsable du Centre d'imagerie des Landes. Les quatre sites du groupe — Dax, Saint-Vincent-de-Tyrosse, Peyrehorade et Mimizan — n'assureront aucune consultation lundi 10. Seul un accueil d'urgence sera maintenu au centre d'Aire-sur-l'Adour.

700 actes par jour

À l'origine de la colère : la baisse annoncée des tarifs de certains actes d'imagerie médicale par l'Assurance maladie. Une mesure jugée « incompréhensible » par les professionnels, qui y voient une menace directe pour la qualité des soins. « La radiologie libérale investit lourdement pour garantir la sécurité et la précision des diagnostics, souligne Éric Chavigny. Tous les sept ans environ, il faut renouveler les IRM et scanners pour rester à la pointe. Si on baisse les cotations de 12 à 15 %, on réduit nos capacités d'investissement (équipements, locaux, salaires, etc.) et donc nos capacités de diagnostic. Ce sont nos marges de manœuvre pour investir dans des outils innovants. »

Le Centre d'imagerie des Landes réalise près de 700 actes par jour sur ses quatre sites. « L'Assurance maladie ne voit que des tableaux Excel, mais pas les conséquences concrètes pour les patients », regrette encore le praticien, qui espère être reçu ce lundi 10 novembre par le directeur départemental de la CPAM pour exposer la situation.